



CAST

1^{ER} SEMESTRE 2015

SOMMAIRE

1 - Rapport d'activité au 30 juin 2015

2 - Comptes Consolidés intermédiaires au 30 juin 2015

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE

ETAT DU RESULTAT GLOBAL

ETAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES AU 30 JUIN 2015

3 – Attestation du rapport financier semestriel

4 - Rapport des commissaires aux comptes

1 - RAPPORT D'ACTIVITE DU GROUPE

CHIFFRES CLES :

En milliers d'euros	30-juin-15	30-juin-14
Chiffre d'affaires consolidé	14 792	12 225
Résultat opérationnel consolidé	-2 352	-2 898
Résultat financier	47	-87
Impôt courant et différé	-174	379
Résultat net part du Groupe	-2 478	-2 606

CHIFFRE D'AFFAIRES & RESULTATS CONSOLIDES DE CAST AU 30 JUIN 2015

REPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDE ZONE GEOGRAPHIQUE

(Montants en milliers d'euros)

	30-juin-15	30-juin-14	Var €
France	4 137	4 511	-374
Belgique	703	498	205
Italie	629	710	-81
Angleterre	619	824	-205
Allemagne	270	141	129
Espagne	173	465	-292
Suisse	20	19	1
Europe	6 551	7 167	-616
Inde	328	298	30
US	7 913	4 759	3 154
TOTAL	14 792	12 225	2 567

RESULTAT OPERATIONNEL PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

Résultat opérationnel	30-juin-15	30-juin-14	Variation
En milliers d'euros	(*)	(*)	
France	-1 890	-2 490	600
Belgique	209	133	76
Angleterre	-182	-41	-141
Italie	-79	-91	12
Suisse	5	5	0
Allemagne	-286	-269	-17
Etats-Unis	202	-136	338
Espagne	-111	39	-150
Inde	-219	-46	-173
Total	-2 352	-2 898	546

(*) Le résultat opérationnel est présenté hors élimination des intragroupes afin de mieux refléter le niveau de résultat individuel.

RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT :

Sur la période, le résultat opérationnel est en amélioration de 0.5 million d'euros. Plusieurs composantes expliquent l'évolution du résultat d'exploitation :

- La croissance du chiffre d'affaires en augmentation de +2.5 millions d'euros,
- Parallèlement la société a engagé des recrutements depuis 2014 dont l'impact se mesure au premier semestre avec une charge supplémentaire de -1 million d'euros. En plus de cette charge supplémentaire, on mesure -0.9 millions d'euros lié à l'impact de change par rapport au premier semestre 2014 et 0.7 million d'euros lié à l'absence d'activation d'immobilisation de logiciels en 2015. L'ensemble de ces éléments expliquent la variation du poste de charge de personnel pour 2.6 millions d'euros.
- Les charges externes sont en hausse de 1.1 million d'euros (sous-traitance et autres services extérieurs) auquel s'ajoute un impact de change de 0.4 million d'euros.
- La charge d'amortissement est plus faible compte tenu de la non capitalisation des frais de recherche et développement selon les critères de la norme IAS 38. La variation de charge d'amortissement de +2.2 millions d'euros explique entièrement cette variation.

Globalement les charges d'exploitation augmentent de 2 millions d'euros et le résultat d'exploitation s'améliore de 0,5 million d'euros.

RESULTAT FINANCIER CONSOLIDE

Le résultat financier est positif de 47 milliers d'euros contre une charge de -87 milliers d'euros pour la période comparable 2014. Le coût du financement augmente de 25 milliers d'euros compte tenu des nouveaux emprunts levés fin 2014. Les placements réalisés sur la trésorerie excédentaire ont rapporté 82 milliers d'euros sur le semestre.

RESULTAT NET CONSOLIDE

Le résultat net part du Groupe s'établit à -2.5 millions d'euros en amélioration sensible par rapport à la même période 2014 ou celui-ci s'établissait à -2.6 millions d'euros.

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Selon la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », les frais de recherche sont comptabilisés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les frais de développement sont obligatoirement immobilisés comme des actifs incorporels dès que la société peut notamment démontrer :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente;
- son intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service ou de la vendre ;
- sa capacité à mettre en service ou à vendre l'immobilisation incorporelle;
- la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables;
- la disponibilité de ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et mettre en service ou vendre l'immobilisation incorporelle.

Les autres frais de développement et d'études sont enregistrés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Au premier semestre l'analyse des projets n'a pas permis d'identifier de projets respectant l'ensemble des critères listés ci avant. Par conséquent les coûts engagés sur les projets de R&D sont restés comptabilisés en charge.

STRUCTURE FINANCIERE ET TRESORERIE

La structure financière du Groupe CAST se caractérise au 30 juin 2015 par des capitaux propres de +10.7 millions d'euros et un endettement total de 1.6 millions d'euros. Les dettes financières à court terme reflètent les échéances de remboursement des emprunts à moins d'un an soit 0.3 million d'euros à fin juin 2015.

Les flux de trésorerie générés par l'activité s'élèvent à +4.4 millions d'euros principalement expliqués par la variation des créances d'exploitation. La variation du besoin en fonds de roulement sur le semestre est

positive de +6.5 millions d'euros sous l'effet de l'encaissement des contrats de licences signés à fin 2014 et des renouvellements des contrats de maintenance.

L'exercice de BSAR sur le premier semestre a permis de générer un apport en trésorerie de 3.9 millions d'euros. La trésorerie à fin juin s'établit à 18.3 millions d'euros. Le Groupe a racheté une partie de ses propres titres sur le semestre représentant un montant de 0.9 million d'euros.

FACTEURS DE RISQUE ET LITIGES

A la connaissance de la société et du groupe, aucun nouveau facteur de risque ou nouveau litige pris individuellement pouvant avoir une incidence sensible sur l'activité, les résultats, la situation financière et le patrimoine de la société et du Groupe n'a été recensé depuis la publication du dernier rapport financier.

PARTIES LIÉES

Il n'y a eu aucune nouvelle opération avec les parties liées depuis la publication du dernier rapport financier.

EVOLUTION DES ACTIVITES DU GROUPE ET PERSPECTIVES

Le management de CAST est confiant pour le second semestre et maintient son objectif d'une année en croissance.

FAITS MARQUANTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Le Groupe ne signale aucun événement postérieur à la clôture.

Fait à Meudon

Le 31 août 2015

Le Conseil d'Administration

2 - Comptes Consolidés intermédiaires au 30 juin 2015

BILAN CONSOLIDE

ACTIF - En milliers d'euros	30 juin 2015	31 dec 2014
Immobilisations incorporelles	512	501
Immobilisations corporelles	484	409
Immobilisations financières	362	348
Impôts différés	1 613	1 530
Total des actifs non courants	2 971	2 788
Créances clients	7 711	15 971
Autres actifs courants	1 353	1 269
Trésorerie et équivalents de trésorerie	18 257	10 782
Total des actifs courants	27 320	28 021
TOTAL ACTIF	30 291	30 809

PASSIF - En milliers d'euros	30 juin 2015	31 dec 2014
Capital social	5 903	4 935
Primes liées au capital	28 388	25 451
Réserves et résultat part du groupe	-23 562	-20 429
Total capitaux propres	10 730	9 957
Dettes financières - Echéances supérieures à 12 mois	1 391	1 093
Impôts différés passif		
Engagement de retraite	778	778
Produits constatés d'avance non courants	3 863	3 881
Total dettes non courantes	6 032	5 752
Dettes fournisseurs	1 277	1 292
Dettes financières à court terme	250	207
Fraction à court terme des dettes portant intérêt		
Provisions courantes		77
Dettes fiscales et sociales	4 606	6 174
Produits constatés d'avance	7 318	7 069
Autres Créditeurs	79	280
Total dettes courantes	13 530	15 099
TOTAL PASSIF	30 291	30 809

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En milliers d'euros	30 juin 2015	30 juin 2014
Chiffre d'affaires	14 792	12 225
Frais de personnel	-12 318	-9 728
Achats et Charges externes	-4 468	-2 956
Impôts et taxes	-208	-184
Dotations nettes aux amortissements et provisions	-145	-2 263
Autres produits	2	9
Autres charges ()	-7	
Résultat opérationnel	-2 352	-2 898
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	82	77
Coût de l'endettement financier Brut	-36	-11
Coût de l'endettement financier Net	46	66
Autres produits (+) et Charges financières (-)	1	- 153
Résultat avant impôt	-2 305	2 985
Charges (-) produits (+) d'impôt sur le résultat	-174	379
Résultat net consolidé	-2 478	-2 606
Résultat net part des minoritaires		
Résultat net part du Groupe	-2 478	-2 606
<i>Nombre moyen d'actions en circulation</i>	13 114 383	12 304 091
<i>Nombre d'actions en circulation et instruments de dilution</i>	15 331 296	15 254 885
<i>Résultat net par action (en euros)</i>	-0,19	-0,21
<i>Résultat net dilué par action (en euros)</i>	-0,19	-0,21

En milliers d'euros	30 juin 2015	30 juin 2014
Résultat net part du Groupe	-2 478	-2 606
Ecart de conversion	223	45
Engagements de retraites net impôt		
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres net d'impôts	223	45
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-2 255	-2 561

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

en milliers d'euros	30 juin 2015	31 dec 2014	30 juin 2014
RESULTAT NET CONSOLIDE	-2 478	1 691	-2 606
<u>Annulation des opérations sans impact trésorerie :</u>			
Dotations nettes aux amortissements et provisions	145	2 815	2 263
Imposition différée et autres impôts non décaissés	174	- 67	- 458
Stock options et autres opérations non monétaires	38	72	- 83
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT	- 2 121	4 510	- 884
Variation des frais financiers			-9
Variation nette exploitation	8 767	798	3 706
Variation des créances d'exploitation	8 722	-75	3 512
Variation des dettes d'exploitation	45	874	194
Variation nette hors exploitation	- 2 294	1 039	-582
Variation des créances hors exploitation	- 68	- 462	8
Variation des dettes hors exploitation	- 1 846	614	-262
Charges et produits constatés d'avance	- 380	886	-328
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	6 473	1 837	3 115
FLUX DE TRESORERIE NETS GENERES PAR L'ACTIVITE	4 352	6 347	2 231
Acquisitions d'immobilisations (y compris les coûts de développement)	-319	- 1 215	-864
Cessions d'immobilisations	17	13	4
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'INVESTISSEMENT	-302	-1 202	-860
Augmentation en capital	3 867	79	79
Remboursements d'emprunts auprès des établissements crédit et divers	- 159	- 531	- 190
Augmentation des emprunts auprès des établissements de crédit et divers	500	1 000	
Financement actions propres	- 877		
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX FINANCEMENT	3 331	548	-111
Variation de cours des devises	94	46	35
VARIATION DE TRESORERIE	7 475	5 739	1 295
TRESORERIE D'OUVERTURE	10 782	5 043	5 043
TRESORERIE DE CLÔTURE	18 257	10 782	6 338

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

Montant en milliers d'euros	Capital	Primes liées au Capital	Ecart de conversion	Réserves et résultats consolidés	Total Capitaux Propres
Capitaux propres au 1er janvier 2014	4 913	25 322	-302	-22 001	7 932
Augmentation de capital	22	57			79
Plans d'option d'achats d'actions réservés aux salariés		45			45
Ecart de conversion (*)			45		45
Résultat net de la période				-2 606	-2 606
Actions propres				-12	-12
Capitaux propres au 30 juin 2014	4 935	25 424	-257	-24 619	5 483
Augmentation de capital					
Plans d'option d'achats d'actions réservés aux salariés		27			27
Ecart actuariel sur engagements de retraites net				-129	-129
Ecart de conversion (*)			267		267
Résultat net de la période				4 297	4 297
Actions propres				12	12
Capitaux propres au 1er janvier 2015	4 935	25 451	10	-20 439	9 957
Augmentation de capital	968	2 899			3 867
Plans d'option d'achats d'actions réservés aux salariés		38			38
Ecart de conversion (*)			223		223
Résultat net de la période				-2 477	-2 477
Actions propres				-879	-879
Capitaux propres au 30 juin 2015	5 903	28 388	233	-23 795	10 730

(*) Le Groupe constate en capitaux propres l'écart de conversion résultant de la variation de change relatif aux comptes courants intragroupes. Ces comptes courants sont considérés comme un investissement net de CAST dans ses filiales. La société présente un montant net entre les OCI et les réserves

ACTIVITE DU GROUPE ET FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE

CAST SA est une société anonyme enregistrée au RCS de Nanterre dont le siège social est situé 3 rue Marcel Allégot 92190 Meudon. La société est cotée au département C d'Euronext Paris.

La Société CAST SA a pour activité principale la conception, l'édition et la diffusion de logiciels. Elle a également pour activité le conseil et l'expertise technique dans le domaine des systèmes d'information professionnels.

Aucun fait marquant sur la période.

NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES DU GROUPE

NOTE 1 : DECLARATION DE CONFORMITE ET BASE DE PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS

Les états financiers consolidés intermédiaires condensés du Groupe CAST au 30 juin 2015 intègrent les comptes de CAST SA et de ses filiales. Ils sont présentés en milliers d'euros sauf indication contraire. Ils ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 31 août 2015.

Les états financiers consolidés intermédiaires condensés du Groupe au 30 juin 2015 ont été préparés conformément aux International Financial Reporting Standards (IFRS) tels qu'adoptés par l'Union Européenne, et en particulier à la norme IAS 34 : Etats Financiers Intermédiaires. Ils n'incluent pas toute l'information requise pour des états financiers annuels. L'information semestrielle doit donc être lue en liaison avec les comptes annuels de l'exercice clos du 31 décembre 2014.

NOTE 2 : PRINCIPES COMPTABLES SIGNIFICATIFS

Les principes comptables appliqués par le Groupe dans les états financiers consolidés intermédiaires condensés au 30 juin 2015 sont les mêmes que ceux qui ont été retenus pour les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2014.

Les nouvelles normes IFRS, interprétations et amendements, tels qu'adoptés par l'Union européenne pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2015, ont été appliquées par la Société et n'ont pas entraîné de changement significatif sur les modalités d'évaluation des actifs, passifs, produits et charges.

Les nouvelles normes, interprétations et amendements qui sont d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2016 n'ont pas été adoptés par anticipation par le Groupe.

NOTE 3 : EVOLUTION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Aucune évolution de périmètre n'a été apportée sur la période.

NOTE 4 : DEFINITION DE LA TRESORERIE

La trésorerie se décompose de la manière suivante :

En milliers d'euros	31 dec 2014	Augm.	Dimin.	30 juin 2015
Dettes financières auprès des établissements de crédit	551	500	159	892
Dettes financières diverses	749			749
Concours bancaires courants				
Dettes financières	1 300	500	159	1 641

En milliers d'euros	à - 1 an	à + 1 an	Total
Dettes financières auprès des établissements de crédit	200	729	929
Dettes financières diverses	50	662	712
Concours bancaires courants			
Dettes financières	250	1 391	1 641

(*) Les dettes financières diverses sont constituées de prêts BPI

NOTE 5 : CAPITAL**5.1 Variation de capital social et prime d'émission**

	Nb actions	Capital social	Prime émission	Total
		Milliers d'euros	Milliers d'euros	Milliers d'euros
Au 1 janvier 2014	12 283 334	4 913	25 322	30 235
Plan d'options et BSAR	55 352	22	57	79
Valeur des services rendus			72	72
Au 1 janvier 2015	12 338 686	4 935	25 451	30 385
Plan d'options et BSAR	2 420 860	968	2 899	3 867
Valeur des services rendus			38	38
Au 30 juin 2015	14 759 546	5 903	28 388	34 289

5.2 Fin d'exercice des BSAR

En 2010, le Groupe a émis 2 679 125 bons de souscription d'actions remboursables pour une durée de 5 ans. La fin de la période d'exercice des BSAR en juin 2015 s'est soldée par la création de 2 420 860 actions nouvelles sur le premier semestre. Sur l'ensemble de la période d'exercice, 98% des BSAR ont été convertis.

5.3 Options sur actions

Le Groupe a émis deux plans d'option sur la période. La juste valeur des options attribuées durant le premier semestre 2015 ressort à 132 milliers d'euros étalée sur une durée de 4 ans. Elle a été évaluée à partir d'un modèle d'évaluation d'options Black & Scholes. Les principales hypothèses du modèle ont été les suivantes :

Date du plan	20/01/2015	Date du plan	13/04/2015
Durée	10 ans	Durée	10 ans
Nombre d'options	16 000	Nombre d'options	67 500
Prix de souscription	2,93	Prix de souscription	2,96
Volatilité du cours retenue	40%	Volatilité du cours retenue	40%
Taux d'intérêt sans risque	0,649	Taux d'intérêt sans risque	0,438
Juste valeur des options	24 K€	Juste valeur des options	109 K€

NOTE 6 : SAISONNALITE

Historiquement, le niveau des ventes, le résultat opérationnel et le résultat net du Groupe sont généralement plus élevés au quatrième trimestre, ainsi qu'il est généralement observé dans le secteur du logiciel.

NOTE 7 : INFORMATION SECTORIELLE AU 30 JUIN 2015

Les secteurs opérationnels sont des composantes du Groupe pour lesquelles des informations financières isolées sont disponibles, et dont les résultats opérationnels sont régulièrement examinés par la direction du Groupe, en vue d'évaluer leurs performance et de décider de l'affectation des ressources. Le Groupe opère sur un secteur opérationnel unique, la vente de solutions logicielles.

Pour la période, la répartition du chiffre d'affaires par zone géographique et par activité se présente de la manière suivante :

	30-juin-15	30-juin-14	Var €
France	4 137	4 511	-374
Belgique	703	498	205
Italie	629	710	-81
Angleterre	619	824	-205
Allemagne	270	141	129
Espagne	173	465	-292
Suisse	20	19	1
Europe	6 551	7 167	-616
Inde	328	298	30
US	7 913	4 759	3 154
TOTAL	14 792	12 225	2 567

Résultat opérationnel	30-juin-15	30-juin-14	Variation
En milliers d'Euros	(*)	(*)	
France	-1 890	-2 490	600
Belgique	209	133	76
Angleterre	-182	-41	-141
Italie	-79	-91	12
Suisse	5	5	0
Allemagne	-286	-269	-17
Etats-Unis	202	-136	338
Espagne	-111	39	-150
Inde	-219	-46	-173
Total	-2 352	-2 898	546

(*) Le résultat opérationnel est présenté hors élimination des intragroupes afin de mieux refléter le niveau de résultat individuel.

NOTE 8 : IMPOTS DIFFERES

Les impôts différés à fin de période sont les suivants :

En milliers d'euros	30 juin 2015				Total	31 dec 2014				Total
	CAST SA	CAST Suisse	CAST Belgique	Cast US		CAST SA	CAST Suisse	CAST Belgique	Cast US	
<u>Impôt différé actif</u>										
* Décalages temporaires	34					34				
* Provision pour retraite	778					778				
* Déficit reportables	2 567	213	371	2 177		2 567	185	371	2 006	
* Autres charges non déductibles										
Total base :	3 379	213	371	2 177		3 379	185	371	2 006	
Taux d'imposition :	34%	32%	33%	34%		34%	32%	33%	34%	
Impôt différé actif :	1 163	68	123	740		1 163	59	123	682	
<u>Impôt différé Passif</u>										
* Décalages temporaires										
* IAS 38	- 400					- 466				
* Provisions intragroupes déductibles	- 985					- 966				
Total base :	- 1 385					- 1 432				
Taux d'imposition :	34%	32%	33%	34%		34%	32%	33%	34%	
Impôt différé passif calculé	- 477					- 493				
* Impot différé passif sur la CVAE	- 5					- 5				
Impôt différé passif calculé	- 482					- 498				
Impot différé Actif	682	68	123	740	1 614	665	59	123	682	1 530
Impot différé Passif										

(*) Les impôts différés actifs et passifs sont présentés nets pour chaque entité juridique.

Au 30 juin 2015 compte tenu des réalisations de l'année et des perspectives, le Groupe conserve l'activation des impôts différés sur les déficits reportables qu'il avait activé antérieurement sur la France, la Belgique et les Etats Unis.

NOTE 9 : CLIENTS ET AUTRES CREDITEURS

En milliers d'euros	30 juin 15	31 dec 14
Clients et comptes rattachés	8 585	16 824
Provisions pour créances douteuses	-874	-854
Créances clients nettes	7 711	15 971
Charges constatées d'avance	463	410
Autres créances	890	859
Total autres créances	1 353	1 269
Total créances et autres débiteurs	9 064	17 239

NOTE 10 : EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun évènement postérieur à la clôture n'est à signaler.

3 - ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

3.1 Responsable du rapport financier semestriel

Monsieur Vincent DELAROCHE, Président du Conseil d'Administration.

3.2 Attestation

«J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés condensés sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice ».

Fait à Meudon, le 1^{er} septembre 2015

4 - RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2015

Aux actionnaires de CAST SA

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société CAST SA, relatifs à la période du 1er janvier 2015 au 30 juin 2015, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris, le 1^{er} septembre 2015

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

SYC SAS

Pierre Marty

Etienne de Bryas